

N°03 du 20 Octobre 2018

Des magistrats exemplaires dans l'accomplissement de leur mission



Malgré les manquements de certains magistrats qui ternissent l'image de la justice comme cela est illustré par cette manifestation des Avocats indignés par l'arrestation arbitraire de leur confrère en 2011, il existe des magistrats exemplaires dans l'accomplissement de mission.

Pour nous contacter

WhatsApp : +33 7 81 44 33 08
E-Mail : bulletinjustice@sostortureburundi.org

Editorial

Contrairement aux numéros précédents du Bulletin critiques sur les manquements de certains magistrats, ce numéro se focalise sur de bons exemples au sein du corps judiciaire burundais, généralement gangrené par de maux divers, lui empêchant de remplir sa noble mission de gardien des droits et libertés des citoyens et des individus¹.

A travers ce numéro, le bulletin se propose de revenir sur des cas emblématiques des magistrats qui ont été exemplaires dans l'accomplissement de leur mission en prenant souvent des risques immenses dans leur vie ou celle de leurs familles sans oublier leur propre carrière de magistrat. Les exemples évoqués dans ce numéro ne sont ni les seuls ni les plus importants mais ils ont fait écho à une certaine époque. D'autres cas pourront faire objet d'analyse dans le futur.

Le but de ce numéro est de reconnaître qu'actuellement ou même dans le passé, des magistrats sérieux, déterminés à œuvrer pour la cause de la justice existent et aident la société à avancer. Revenir sur de telles expériences est également une manière d'encourager les plus timorés et plus enclins à verser dans le laxisme qu'il est toujours possible de faire mieux même dans un contexte hostile comme c'est le cas à l'heure actuelle au Burundi. En effet, s'il est évident que la justice burundaise souffre énormément, les détenteurs du pouvoir judiciaire actuels ou à venir devraient savoir qu'il existe des repères, des modèles qui méritent les honneurs de la société. Ces mêmes magistrats devraient, chacun en ce qui le concerne, œuvrer pour mériter ces honneurs ou même exceller davantage et ainsi constituer de génération en génération des modèles pour la société burundaise qui a tant soif d'une justice saine, équitable et objective.

Comme cela a été déjà annoncé, les prochains numéros se pencheront sur d'autres cas ou même sur d'autres analyses permettant d'inciter le secteur de la justice burundaise à redorer son blason même si nous sommes d'avis que les conditions de travail des magistrats restent précaires, comme il en est le cas dans bien de secteurs de la vie socio-politique du pays.

Dans ce numéro, le choix a été porté sur les cas du magistrat Feu Léonard NDUWAYO et du magistrat Innocent VYARUGABA dont les profils et actions sont développés dans les pages qui suivent :

LA REDACTION

¹ Article 60 de la Constitution de la République du Burundi du 18 mars 2005 ;

Feu Léonard NDUWAYO : un exemple de magistrat avec un courage exceptionnel

La notoriété du magistrat Feu Léonard NDUWAYO date de plusieurs décennies et a été confirmée par plusieurs témoignages parmi les politiciens, les amis et connaissances, les activistes de la société civile burundaise sans oublier les historiens et autres chercheurs.

En effet, le 18 septembre 1971, Gabriel Mpozagara qui était alors Procureur Général de la République fut remplacé par Léonard NDUWAYO dans un contexte tumultueux à la suite des crises de 1965, le changement du régime politique en 1966 ainsi que la crise de 1969².

Ce changement au poste de Procureur Général de la République intervint au moment où une affaire judiciaire hautement sensible était en cours d'instruction, celle dite « NTUNGUMBURANYE », nom d'un des principaux prévenus dans ce dossier. Selon les dires de Gabriel Mpozagara, ce remplacement était intervenu suite à son ordre interdisant les policiers et les magistrats d'infliger des actes de torture aux prévenus dans ce dossier³, un ordre qui lui aurait valu de sérieuses menaces y compris le limogeage de ce poste.

Il importe de rappeler que ce procès eut lieu dans un contexte tendu, entre politiciens tutsi originaires de Bururi et de Muramvya, précédant de quelques mois une attaque de rebelles Hutu appelés « Mulélélistes ».

Formés militairement en Tanzanie, ces « Mulélélistes » attaquèrent le sud du Burundi en avril 1972, ciblant des populations tutsi, en remontant la côte du lac Tanganyika et semant la mort sur leur passage jusque dans les périphéries sud de la capitale Bujumbura. Leur assaut sera contrecarré par l'armée et une rude répression s'en suivit et s'étendit aux populations civiles hutu dans le pays.

² Le Bulletin ne prétend pas commenter outre mesure ces différentes crises ou faits politiques mais va plutôt s'appesantir davantage sur les actions qui ont été menées par ce magistrat hors pair et dont la renommée est devenue une marque indélébile dans les annales de la justice burundaise.

³ <http://kiyago.unblog.fr/2009/08/30/gabriel-mpozagara-ma-part-de-verite/> consulté le 16 septembre 2018.

L'affaire « Ntungumburanye », éclata en 1971 lorsque le président Michel Micombero, originaire de Bururi, qui accéda au pouvoir par un coup d'état militaire contre la monarchie, le 28 novembre 1966, reprocha aux officiers tutsi, dits de Muramvya, de préparer le renversement de son régime sous la houlette du Colonel Jérôme Ntungumburanye.⁴ Leur procès retentissant défraya la chronique au cours de cette année-là et après. Thomas Ndabemeye, Chef d'État-Major Général de l'armée avait le statut étrange de « *témoin anonyme* » dans ce procès alors qu'il participait à l'accusation des présumés putschistes.

Léonard Nduwayo, nouveau procureur Général de la République lors de ce procès, fit preuve de courage exceptionnel en plaidant pour la relaxe des accusés parce que, estima-t-il, l'accusation n'était fondée sur aucune preuve solide et crédible.

Considéré comme un héros depuis ce procès, Léonard Nduwayo a le mérite d'avoir prouvé, il y a plus de 40 ans, que la Justice peut être indépendante de l'Exécutif au Burundi et qu'elle n'était pas condamnée à demeurer une justice « *couchée* ».⁵

Ainsi, le 17 janvier 1972, lors du procès, Léonard NDUWAYO prononça un réquisitoire légendaire stigmatisant les insuffisances du procès pour inciter les juges à la clémence sous les applaudissements de l'auditoire :

« Rendez la justice de manière à rendre notre pays confiance dans la justice, parce que cette dernière a été sérieusement entamée et nous considérons, Monsieur le Président, qu'un peuple qui n'a plus confiance dans la justice court tout droit à sa perte. On parle actuellement d'une justice d'individus ou de justice d'une région ou d'une autre. Vous rendrez cette décision de sorte que tout le monde constate qu'au-dessus des petites divisions individuelles ou de groupe, il existe une justice nationale pour arbitrer de façon impartiale les différends ».

Ce réquisitoire qui remettait ouvertement en cause le machiavélisme de l'instruction fut fort mal accueilli par le groupe de Bururi⁶. Le

⁴ Lettre ouverte n°2 à Pierre Nkurunziza de Monsieur Athanase Karayenga du 29 mars 2018, p 2-3 ; http://www.arib.info/Deuxi%C3%A8me%20Lettre%20ouverte%20C3%A0%20Pierre%20Nkurunziza_%2029.03.2018.pdf consulté le 16 septembre 2018.

⁵ Ibidem

⁶ J.P Chrétien et J.F Dupaquier, Burundi 1972, Aux bords des génocides, p 60-70.

jugement du tribunal militaire, inspiré directement par le ministre de la justice, ruina tous les espoirs de ceux qui attendaient du président une mesure de réconciliation. C'est ainsi qu'en date du 24 janvier, le verdict tomba, impitoyable : neuf condamnations à mort⁷ sept à la réclusion perpétuelle ⁸ trois condamnations à 20 ans de prison, une condamnation à 5 ans. Cependant, les condamnés à mort bénéficieront de la grâce présidentielle et verront leur peine commuée en peine de prison à perpétuité, grâce notamment, à l'intervention du Pape Paul VI⁹.

Le 1^{er} février 1972, Albert Shibura, alors Ministre de la Justice et de l'Intérieur et originaire de Bururi, révoqua Léonard Nduwayo ainsi que les procureurs de Gitega et Ngozi.

Selon un activiste de la société civile burundaise, pour arriver à l'indépendance de la magistrature, deux conditionnalités s'imposent. Il parle de la bonne organisation du système judiciaire et de la personnalité des magistrats qui sont au service de la justice. A ceux qui cèdent aux pressions de l'Exécutif en craignant de perdre leurs emplois ou leurs postes de responsabilité, il leur rappelle que feu Léonard Nduwayo s'est opposé un jour aux injonctions du président de la République, Michel Micombero mais n'a pas perdu son honneur. Plutôt, cette détermination l'a rendu plus célèbre dans l'histoire du Burundi. Il considère que même le magistrat qui perdrait son poste ou son emploi pour une bonne cause, gagnera plus dans l'avenir que celui qui s'attirera les foudres de tous les horizons en privilégiant la sauvegarde de son poste¹⁰.

⁷ Jérôme Ntungumburanye, Emmanuel Nkundwa, Fidèle Bararufise, Ernest Basita, Bernard Rubeya, Marc Manirakiza, François Rukeba, Charles Baranyanka, Libère Ndabakwaje

⁸ Paul Rusiga, Lazare Ntawurishira, Adrien Ntiroranya, Joseph Ryumeko, Athanase Nyarusage, Gaspard Wakana, Didace Nzohabonayo

⁹ Idem

¹⁰ <http://www.netpress.bi/spip.php?article5348> consulté le 16 septembre 2018

Innocent VYARUGABA : Un autre exemple de magistrat reconnu pour son courage exceptionnel.

Pour ses services exceptionnels rendus en tant que magistrat qui prestait en 2006 au parquet de Muyinga, le jeune magistrat Innocent Vyarugaba a été le premier lauréat du Prix Manirumva qui a été décerné par l'OLUCOME en mémoire de Feu Ernest Manirumva¹¹. Il était Procureur de la République à Muyinga lors de l'assassinat de près de 40 membres du parti FNL en 2006¹².

Dans un contexte politique tendu, Il a osé faire son travail de magistrat débout correctement en convoquant notamment des hauts gradés de l'armée qui se faisaient passer pour des intouchables alors qu'ils étaient présumés coupables dans cet assassinat. Selon les révélations faites par l'un des principaux de défenseurs des droits de l'homme à l'époque, Monsieur Pierre Claver Mbonimpa, Président de l'Aprodh cet assassinat était commis dans le cadre d'un plan savamment planifié et qui était baptisé « SAFISHA » par le régime de Pierre NKURUNZIZA du CNDD-FDD qui venait d'accéder au pouvoir en 2005.

L'acte de courage posé par Innocent VYARUGABA lui a valu les mutations intempestives et la ministre de la justice de l'époque n'avait pas supporté ce comportement qui s'écartait d'une logique criminelle empruntée par le régime qu'elle servait avec zèle.

Après ce harcèlement dont il a fait objet ainsi que les menaces qui ont suivi, le Magistrat Innocent VYARUGABA a été contraint de démissionner de sa carrière de magistrat. Les enquêtes sérieuses qu'il avait menées visaient à mettre la main sur certaines hautes autorités policières et militaires avant de se voir dessaisir de ce dossier puis muté en province de Rutana. Cependant, l'histoire donnera raison car tous les suspects, même en leur absence, ont été condamnés à de

¹¹ Ernest Manirumva, ancien vice-président de l'OLUCOME a été assassiné le 09 avril 2009 et jusqu'à ce jour, aucune enquête sérieuse n'a été menée pour sanctionner les auteurs de ce crime odieux. Différentes commissions mises sur place ont demandé que des enquêtes profondes portent sur des hauts responsables de l'armée et de la police mais le prélèvement de l'échantillon d'ADN demandé n'a jamais été exécuté.

¹² <http://www.netpress.bi/spip.php?article5050> consulté le 10 octobre 2018.

lourdes peines y compris le Colonel Vital Bangirinama qui a été par la suite exfiltré par le Président de la République du Burundi, Pierre NKURUNZIZA arguant que son arrestation allait être la source de divisions au sein des corps de défense et de sécurité.

Le colonel Bangirinama est considéré comme le principal responsable, mais il soutient qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres de sa hiérarchie avec le feu vert du chef des services de renseignement, qui dépend directement du président Pierre Nkurunziza. En 2006, le président lui-même avait dit à Human Rights Watch qu'il s'était opposé à l'arrestation de ce colonel, craignant des affrontements entre la police et l'armée. Une déclaration reprise récemment par Mr. Nkurunziza à Gitega¹³.

Sylvestre Ntibantunganya, ancien chef d'Etat et président de la commission de délibération des candidats qui étaient en compétition pour le prix remporté par le magistrat Innocent VYARUGABA, a indiqué que M. VYARUGABA le méritait bien parce qu'il a affiché une indépendance d'esprit dans son travail alors que beaucoup de magistrats ne sont pas indépendants. Il a alors supplié le ministre de la justice, qui était présent lors des cérémonies, de promouvoir l'indépendance de la magistrature car dans un pays où cette dernière n'est pas garantie, rien ne marche¹⁴.

Pour le ministre de la justice, qui a été interpellé par tous les intervenants qui l'ont précédé pour demander de sauver la situation qui visiblement n'est pas bonne au sein de son ministère, a indiqué qu'il existe des gens qui souhaitent que la justice travaille comme ils le souhaitent. Concernant le dossier Manirumva qui traîne jusqu'à présent dans les tiroirs de la justice, il a répondu que ce dossier traîne comme tant d'autres. Il a alors demandé à la société civile de laisser la justice travailler pour l'aboutissement de ce dossier. Chose qui déçut le public présent qui espérait un changement au sein de ce ministère avec à sa tête du sang neuf. Ce qui n'a pas été le cas car le ministre semblait avoir imprimé la couleur du statu quo¹⁵.

¹³ <https://www.voafrique.com/a/a-46-2008-10-16-voa6-91965089/1375308.html> consulté le 10 octobre 2018.

¹⁴ <http://www.netpress.bi/spip.php?article5050> consulté le 10 octobre 2018.

¹⁵ <http://www.netpress.bi/spip.php?article5050> consulté le 10 octobre 2018.

En conclusion

L'exemple du magistrat Léonard NDUWAYO est loin d'être unique dans l'histoire du Burundi mais également, ce genre d'expérience n'est pas légion. Sans toutefois dévoiler le parcours de la vie professionnel de ce célèbre magistrat, il y a lieu de préciser qu'il a occupé des fonctions professionnelles lui permettant de vivre dignement jusqu'à sa mort, le 23 avril 2007 à l'âge de 62 ans¹⁶ avec toute la considération que la société burundaise lui doit pour son œuvre inestimable.

Lorsque Léonard NDUWAYO prit le courage de défendre la vérité en lieu et place du mensonge, il savait bien qu'il courait un grand risque et surtout que c'était dans un contexte de crise politique majeure et que la classe politique dirigeante était dominée par des gens de son ethnie et de même provenance régionale. En outre, la dictature qui prévalait à l'époque ainsi que l'absence de tout pluralisme politique, le caractère rudimentaire des moyens de communication en l'absence de la société civile et des médias indépendants sont des facteurs qui font que ce magistrat ait fait preuve d'un courage exceptionnel.

En définitive, les magistrats devraient garder à l'esprit qu'il est toujours possible de s'opposer à ces tendances ridicules faisant que le corps de justice devienne de bout en bout un instrument de répression du peuple dans les mains de l'exécutif.

L'indépendance du juge, comme toute liberté ne s'offre pas sur un plateau d'or. **Le juge doit aussi se sentir et agir comme un acteur majeur dans le combat pour cette indépendance.**

Les magistrats eux-mêmes doivent jouer un rôle de premier plan pour que la justice soit rendue au nom du peuple et non au nom des individus ou des groupes d'individus pour des intérêts purement sectaires.

Comme l'a dit un auteur : « *Dans une démocratie saine, le juge doit avoir le pouvoir et la force de mordre la main qui l'a béni* »¹⁷.

¹⁶ <http://www.judo-burundi.com/site/les-news-59.html>

¹⁷ <http://joseyav.afrikblog.com/>